



## Union européenne: «Mutti» partie, la nouvelle coalition allemande pèsera lourd sur le curseur européen

Les accents choisis par le nouvel attelage au pouvoir à Berlin seront déterminants sur de nombreux dossiers de l'Union européenne. Sur l'austérité, le climat, la politique étrangère... Mais pas de révolution en vue !



C'est évident : il n'y a pas que les Allemands qui attendent avec appétit de découvrir qui succédera au très long règne de « Mutti » Merkel. Le résultat des élections du mastodonte allemand sera scruté de près à l'étranger. A Washington, à Pékin, à Moscou, à l'Otan... Et certainement à Bruxelles, au siège des institutions de l'Union européenne, ainsi que dans les capitales des Etats membres de l'UE – même si personne ne parie un Deutsche Mark sur une remise en cause significative de la ligne forcément européenne de l'Allemagne (vu l'Histoire).

A Paris, la convergence avec le gagnant du scrutin allemand sera un atout pour le président. Emmanuel Macron est lui-même en quête de réélection en avril-mai prochains. Il ne refuserait pas de reprendre la place centrale de la chancellerie allemande dans le concert européen. Tout cela au moment où la France s'empare de la présidence semestrielle tournante de l'Union.

[Visualiser l'article](#)

A la Commission européenne, la présidente, l'Allemande Ursula von der Leyen, ex-ministre CDU de plusieurs gouvernements sous Merkel, voit son mentor – et soutien – prendre le large. Son discours sur l'état de l'Union, le 15 septembre dernier, étalait une profusion d'accents chers à l'Elysée, a-t-on observé. Comme déjà en quête d'un nouveau « protecteur ». Surtout si le futur chancelier allemand n'est plus CDU.

Angela Merkel a souvent été qualifiée de véritable « leader » de l'Europe, sinon du « monde libre » lors du cataclysme Trump. Elle fut une ancre de stabilité. Le maillon central des compromis. Mais l'ex-président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, au *Soir* le mois dernier, tordait le cou à une idée reçue : « C'est le narratif national allemand qui voudrait qu'elle ait été à l'origine de toutes les solutions dans les crises graves ». Hormis sur la fin, quand le « moteur franco-allemand » scelle un plan historique pour la relance post-covid, la chancelière sortante n'a pas franchement soufflé dans les voiles de l'intégration européenne, ni fixé de grand cap pour l'Europe. Malgré les appels du pied enflammés d'un Macron, tant lors de la campagne électorale de 2017 qu'une fois installé à l'Elysée, avec son fameux discours fédéraliste à la Sorbonne... boudé à Berlin.

#### Rebelote ?

Alors, rebelote pour la suite ? Puisqu'il est entendu que le nouveau chancelier/chancelière fera surtout « du... Merkel », c'est davantage la composition de la future coalition, et donc le programme de gouvernement et ses « détails », qui retiendront l'attention. Ce sera le fruit d'une coalition. Avec ses compromis. Sur l'Europe, l'inflexion est davantage en vue que la révolution... « Il y aura une empreinte Merkel, un héritage Merkel (...) qui restera et en quelque sorte "obligera" son ou sa successeur », nous déclarait avant l'été Clément Beaune, le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes.

Lire aussi Olaf Scholz, favori des élections allemandes: «L'Allemagne a une responsabilité particulière en Europe»

Reste que l'accent choisi à Berlin pèsera lourd sur quantité de dossiers. Quelle sera la position du nouveau gouvernement sur (le retour ou non à) la discipline budgétaire d'antan, relâchée pour cause de covid ? L'endettement commun à l'échelon européen pour financer le grand plan de relance européen : « one shot » ou à rééditer (« une question qu'il faudra oser », plaide Beaune) ? Quid de la fiscalité ? Quelle ambition face au changement climatique ? Quelle position dans le débat de plus en plus présent sur « l'autonomie stratégique » européenne, notamment en matière de défense européenne ? Par rapport aux Etats-Unis, à l'Otan et au « partage du fardeau nucléaire » (en clair : le maintien des quelques bombes atomiques US stationnées en Allemagne) ? Et avec la Chine : tout en continuant les affaires, plus ou moins de confrontation ? Avec le Kremlin ? Etc.

#### Austérité

La question de « l'austérité » sera notamment au cœur du débat européen, dans les mois à venir. « La France voit le fonds de relance de l'UE comme un outil pour l'investissement. Cela n'a pas vraiment été discuté en Allemagne. Mais si Macron parie là-dessus, tout en relâchant les règles budgétaires, par exemple pour exclure certains investissements du calcul du déficit, ce sera très compliqué avec l'Allemagne, même pour le SPD, la CDU aussi, mais surtout pour le FDP, très conservateur sur le sujet », note la politologue allemande

[Visualiser l'article](#)

Daniela Schwarzer, directrice à l'Open Society Foundation, lors d'un débat organisé par le centre de réflexion European Council on Foreign Relations (ECFR).

« Macron a reçu Scholz et Laschet à l'Elysée ; Baerbock n'a pas voulu venir. Il n'a pas de candidat préféré, ni de difficulté avec aucun des trois. Par contre, abonde Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Schuman à Paris, le problème, ce sont les exigences très fortes en matière de rigueur économique de Christian Lindner, le candidat du FDP, qui veut devenir ministre des Finances. Et le programme de gouvernement doit être appliqué strictement pendant 4 ans ».

La nouvelle coalition est également attendue avec intérêt sur la question de l'Etat de droit. L'analyste polonais Piotr Buras, responsable du bureau de l'ECFR à Varsovie, relève que « Merkel ne s'est pas fort impliquée sur cette question. Le sentiment, à Berlin, c'est qu'intervenir aggraverait les choses. C'est une grave erreur ! La Pologne, par exemple, est très divisée sur le sujet. L'Allemagne ne peut pas rester "complètement neutre", comme Merkel vient de le dire à Varsovie ». Les Verts et le SPD se sont davantage profilés sur ce terrain que les conservateurs.

Le changement par les Verts ?

« Le vrai changement proviendrait de la présence des Verts dans le gouvernement, notamment par rapport à l'agenda climat de l'UE, reprend Daniela Schwarzer, y compris sur la viabilité du projet qui sera très clivant (en Europe). Le SPD pourrait aussi apporter quelques changements... mais pas sur les questions de sécurité et défense ».

L'assemblage qui sortira des urnes influencera l'agenda européen. Mais quand ? Car c'est l'une des grandes incertitudes : combien de temps pour négocier un accord de gouvernement, peut-être (probablement) à trois ?

« Il n'est pas certain d'avoir un gouvernement avant début janvier, voire février. Merkel restera l'interlocutrice mais sans les pouvoirs », estime Pascale Joannin, dont la Fondation présentait ce jeudi à Bruxelles son rapport 2021 sur l'état de l'Union. A moins d'un résultat extrêmement tranché dimanche, relève quand même une source informée.

Coup de frein

Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Schuman, pense cependant qu'« il y aura un coup de frein dans l'immédiat. Après, il y a des perspectives : Verts et socialistes sont très pro-européens et plus ouverts sur la gouvernance économique, la politique monétaire, le Pacte de stabilité, que l'équipe Merkel. On pourrait voir des propositions novatrices ». « Baerbock veut en 4 ans plus de 500 milliards de dépenses publiques – et elle est incontournable dans une coalition », ajoute Joannin.

« Plus vite il y aura un gouvernement stable et clair en Allemagne, au mieux ce sera pour l'Europe », résume Dacian Ciolos, le chef du groupe Renew au Parlement européen, où siègent les ouailles d'Emmanuel Macron.